Numéro 150

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MARS - AVRIL 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°150
Mars - avril 2026

SOMMAIRE

- Emery Kituku Kinzonzi, *L'utopie de l'apolitisme de la société civile dans un État en quête de démocratie. Réflexion sur un acteur politique autrement identifié*.....1
- Emmanuel Tshisekedi Babatubia, *L'assurabilité d'activités sportives en RD Congo*.....7
- Seraphine Kilongozi Musambi, *VIH, IST et prévenu : l'angle mort de la justice pénale congolaise en matière de violences sexuelles*.....13
- Véronique Pomo Lopaka, Jonathan Enguta Mwenzi et Simon Kayoyo Umbela, *Analyse comparative des indicateurs de qualité de l'enseignement entre les instituts supérieurs techniques publics et privés de la ville de Kinshasa*.....21
- Symphorien Lobo Kasongo, *Référendum d'initiative partagée (RIP) pour un développement durable dans le territoire de Lubao*.....27
- Héritier Tuli, *Le musée à l'épreuve du public : perceptions, malentendus et attentes face aux collections patrimoniales à Kinshasa*.....34
- Jerry Papa, *Pouvoirs propres et pouvoirs partagés du Président de la République : relecture à la lumière du contreseing en droit constitutionnel congolais*.....42
- Bernadette Muisaka kamono, Olivier Mangapi Kinze et Josephat Tshianda Kapinga, *Pratiques éducatives parentales telles que perçues par les adolescents de la commune de la N'Sele à Kinshasa*.....49
- Papy-David Imbwan Tambala, Henri-Bonard Bamfumu Musasa, Orchidée Phoba, *Usages informels du smartphone en contexte d'interdiction scolaire : étude menée auprès d'élèves finalistes en RD Congo*.....55
- Socrates Kangulumba Kiseselle, *Vacance prolongée du porte-parole de l'opposition politique en République démocratique du Congo : entre blocage institutionnel et stratégie politique*.....61
- Jonathan Mfiri Kenshune, *Opportunités et défis de la pratique du « e-église » sur le marché congolais de la foi*.....68
- Sylvain Kitenge Lobaba, *Cour des comptes et répression des fautes de gestion : quel regard pour une bonne gouvernance en RD Congo ?*.....74
- Fulgence Mbala Songa, Elysée Nteba Nawotuhola, Rodrigues Mboma Matondo, *Opportunités du marché du carbone et préalables à son opérationnalisation en République démocratique du Congo*.....82
- Timothée Ngongo Tambwe, *La question de migration des Mbororo face aux défis sécuritaires en Afrique centrale : opportunité ou facteur de déstabilisation*.....90
- Raphael Omatoko Okongema, *La sécurisation des paiements électroniques en droit congolais : analyse critique du cadre normatif et perspectives de réforme*.....98
- Mike Bola Malumalu, *La vente à tempérament en République démocratique du Congo. Analyse juridique, enjeux économiques et perspectives de réforme*.....103
- Elvis Felo Bitumba, Reagan Ngonzo Kitumba et Rochelvie Mayele Nkelele, *Difficulté d'adaptation durant la transition secondaire-université à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Kinshasa*.....108

- Gabriel Onadambo Koy, *Regard critique sur la responsabilité civile prévue à l'article 260 alinéa 2 CCCLIII en cas de dommages causés par l'enfant mineur de la rue*.....114
- Benjamin Mbamba Kpako, Henri Ingwa Lofinda et Patience Mbulazwa Indolo, *Compétence numérique la plus observée chez le personnel scientifique de l'Université de Kinshasa à l'ère du système Licence-Master-Doctorat (LMD)*.....120
- Hervé Sossongo ya Mosossongo, Dieudonné Kungwa Sungura et Edouard Nyembo ya Mahingu, *Le cadre juridique du secret bancaire en RD Congo : entre protection de la vie privée et exigences de transparence financière*.....128
- Arnold Musao Kalombo, *Transition écologique et choix stratégiques de développement en Afrique centrale : le dilemme pétrole–biodiversité dans le cas du Parc national de Virunga*……138
- Jimmy Edjimi Kwey, Ezekiel Lelo Lelo, Patrick Tsakala Musamu, *Analyse stratégique et managériale d'internationalisation et du développement des entreprises congolaises* ……144
- Guelord Kabamba Mukendi, Adolphe Mafuata Ngalamulume, Célestin Mutombo Kazadi, *Incidence du profil des entrepreneurs sur la pérennité des microentreprises implantées dans la commune de Limete*……153
- Leprince Nkwahata Masangata, *Engagement citoyen pour une gestion responsable des déchets ménagers dans la ville de Kinshasa*……159
- Francine Ipanthiar Lathiar, *Le phénomène de retour dans la rue des enfants de la rue resocialisés par les organisations non gouvernementales : quelles stratégies pour une réinsertion sociale efficace et durable ?*..……171
- Eric Isikanga Itongo, *La fonction régulatrice du juge constitutionnel : un pouvoir implicite en droit constitutionnel congolais*……177
- Thedi Kazadi Katumba, *Analyse des stratégies des établissements publics congolais pour tirer profit des crédits carbone sur le marché international*……183
- Augustin Elodi Osombe, *Les immunités des représentants de l'État et la culpabilité pour crimes internationaux*……189
- Sosthène Bokebe Iyeti, Michel Remo Yossa, Jonathan Enguta Mwenzi, *Image organisationnelle et fidélité des salariés de quelques entreprises du portefeuille de l'État congolais*……196
- Guy Kashemwa Bahogwerhe, Gabriel Kalonda Mbulu, *Intelligence économique, un nouvel outil d'influence d'une organisation : principes, stratégies et lobbying*……..203
- Patricka Musumadi Kiluwa, *De la responsabilité des plateformes numériques en RD Congo : défis du commerce via les réseaux sociaux*……...214
- Jean-Claude Tshipama, *Les facteurs clés de succès des entreprises « Born Global » : une approche théorique contextualisée à la République Démocratique du Congo*……..219
- Emmanuel Minga, Hugues Kwete, Alex Mbantshi, *Microcrédit digital en RD Congo : coût réel, transparence et risques pour les utilisateurs de rallonge M-pesa*……..225
- Pacifique Kubuya Ndoole, *Conflits armés dans le Kivu et stratégies discursives de l'État congolais face à l'AFC/M23 : entre guerre de communication et communication de guerre*……233
- Brince Bope Misha-mi-Kiengel, *De la stratégie RH à la stratégie de rémunération des entreprises* ……239
- Joseph Chura Bilo, *Utilisation des enfants et des femmes enceintes dans l'exploitation artisanale minière en territoire de Djugu dans la province de l'Ituri en RD Congo*……...246
- Ten Mukenga Kamina, *Analyse de l'efficacité des finances publiques en RD Congo (2016–2022) : une approche économétrique de la mobilisation des recettes fiscales*..……257
- Hénoc Kalala Mukuna, *Formes et preuve de la faute médicale en droit congolais*……263
- Bruno Kabutakapua Bukasa, Olga Nghowa Yandjo, Nathan Mubunda Lukata, Charles Kasongo Muitshilua, *Le mariage et la garde des enfants en droits sénégalais, congolais*

(Brazzaville) et de la République démocratique du Congo : une analyse comparative du pluralisme juridique et de l'effectivité des normes……269

- Marc Yanakoy Omadjela, Cédrick Gasetebi Isobe, Niva Betu Kasenda, *Analyse du climat des affaires et attractivité des investissements dans une province enclavée : cas du Sankuru en RD Congo*……278
- Blaise Tsasa Mpanzu, *L'octroi de crédits par la microfinance FINCA et son impact sur la réduction de la pauvreté à Kananga*……286
- Patrick Djema, *L'Agence internationale de l'énergie atomique face au programme nucléaire iranien : entre régulation internationale et logiques de puissance*……..295
- Salem Mongoho Mosailo, *Le financement alternatif comme levier stratégique de financement des sociétés non cotées dans l'espace OHADA : analyse critique et perspectives pour la RD Congo*.....302
- Joseph Chura Bilo, *Incidence de l'exploitation minière artisanale d'or sur l'environnement et la santé humaine en territoire de Djugu à l'Ituri (RD Congo)*……...311
- Guy Kwete Mwana, *Du divorce-sanction au divorce-remède en droit congolais : réalités judiciaires et enjeux sociaux*……324
- Emmanuel Lumbu, *Le devoir de vigilance communautaire : un rempart contre les crimes environnementaux dans le secteur minier congolais*.....330
- Emmanuel Kashemwa Zihalirwa, *L'encadrement juridique des contrats intelligents dans le secteur bancaire en République Démocratique du Congo*.....339
- Beloty Mukamutshunu Mangay, *Gouvernance institutionnelle et déterminants de la souscription à l'assurance responsabilité civile chez les conducteurs de mototaxis à Kinshasa : analyse économétrique dans la commune de Lemba*.....346
- Claude Batanu Mukubayi et Robert Odimba Osepe, *Nationalité et dévolution du pouvoir en RD Congo : enjeux juridiques et politiques aux approches des élections générales de 2023*……. 357
- Gertrude Baku Nzoau, *Analyse de l'efficacité du financement d'entretien routier en République démocratique du Congo*.....365
- Dieudonné Kungwa Sungura, Edouard Nyembo ya Mahingu et Hervé Sossongo ya Mososongo, *La faiblesse du contrôle juridictionnel des finances publiques en RD Congo de 2021 à 2023 : analyse et perspectives*…….....377
- John Aladina et Odilon Gamela Nginu, *Effets de la gouvernance sur la performance des entreprises publiques en RD Congo : cas des entreprises du secteur minier*.....386
- Paul Ramazani, *L'urgence d'un choix : le vote préférentiel pour la consolidation d'un État plus démocratique et consensuel*.....399
- Louise Pala Kamango, *Les principes de l'évaluation archivistique : pratiques applicables à l'Université de Kinshasa*.....407
- Hubert Nguamu Pamba, *L'intégration et l'appropriation du logiciel Nguamya pour l'optimisation de la communication organisationnelle en RD Congo : étude de cas du parc CAREV de Kimpese (Kongo Central)*.....413

CONFLITS ARMÉS DANS LE KIVU ET STRATÉGIES DISCURSIVES DE L'ÉTAT CONGOLAIS FACE A L'AFC/M23 :

entre guerre de communication et communication de guerre

par

Pacifique KUBUYA NDOOLE

Chercheur en Sciences Politiques et Administratives,
Université de Kinshasa

Résumé

Depuis le déclenchement de la nouvelle offensive du Mouvement du 23 mars (M23), désormais allié au sein de l'Alliance du Fleuve Congo (AFC) dans la région du Kivu, la guerre ne se limite plus à une confrontation militaire classique. Elle s'est muée en une féroce bataille des récits. L'État congolais et les groupes insurgés déploient chacun une rhétorique stratégique visant à légitimer leurs actions, mobiliser les opinions publiques et disqualifier l'adversaire. Cet article interroge la dialectique entre « guerre de communication » (visant à déstabiliser l'ennemi) et « communication de guerre » (visant à justifier le combat) dans le contexte des conflits armés à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC).

L'étude analyse comment les discours politiques, médiatiques et diplomatiques structurent la perception et la conduite de la guerre. L'hypothèse centrale postule que la communication est devenue un champ de bataille à part entière où se redéfinissent les rapports de force symboliques. En croisant l'analyse du contenu discursif des messages officiels de Kinshasa et des porte-paroles de l'AFC/M23 sur la période 2022-2025, cette recherche met en lumière deux logiques opposées : une communication gouvernementale axée sur la souveraineté et la dénonciation de l'agression étrangère, face à une rhétorique rebelle fondée sur la victimisation, la protection communautaire et la critique de la gouvernance.

Mots-clés : *guerre de communication, stratégies discursives, État congolais, AFC/M23, conflits armés, discours politique, opinion publique, communication de guerre.*

Abstract

Since the resurgence of the M23 movement, now operating under the Alliance du Fleuve Congo (AFC) in the Kivu region, the war has evolved beyond a mere military confrontation to encompass a battle of narratives. Both the Congolese state and insurgent groups develop strategic rhetoric aimed at legitimizing their actions, mobilizing public opinion, and discrediting the adversary. This article examines the dialectic between "communication warfare" and "war communication" within the context of recurring armed conflicts in eastern DRC.

The study analyzes how political, media, and diplomatic discourses shape the perception and conduct of warfare. The central hypothesis posits that communication constitutes a battlefield in itself, where symbolic power relations are redefined. By cross-analyzing official government messages from Kinshasa and statements from AFC/M23 spokespersons between 2022 and 2025, this study highlights two opposing logics: government communication emphasizing sovereignty and foreign aggression, versus rebel rhetoric based on victimhood, community protection, and governance criticism.

Keywords : *communication warfare, War communication, Discursive strategies, Congolese State, AFC/M23, public opinion, North Kivu.*

INTRODUCTION

La République démocratique du Congo (RDC) demeure, depuis son indépendance en 1960, le théâtre d'une succession de conflits armés dont la plus forte intensité se manifeste dans sa partie orientale. Depuis 2022, la région du Kivu est redevenue la scène d'une confrontation majeure opposant les Forces armées de la RDC (FARDC) à l'Alliance du fleuve Congo (AFC), coalition politico-militaire associée au Mouvement du 23 mars (M23). Si les armes lourdes et les drones occupent le terrain physique, un autre conflit, tout aussi violent, se déroule dans l'espace immatériel : la guerre des mots et des images.

Dans ce conflit moderne, la maîtrise du récit est devenue un impératif stratégique absolu. L'État congolais, ses adversaires et les acteurs internationaux s'affrontent dans un espace médiatique globalisé pour imposer leur « vérité ». Pour Kinshasa, l'enjeu est de défendre l'intégrité territoriale et de désigner l'agresseur (le Rwanda) aux yeux du monde. Pour l'AFC/M23, l'objectif est de justifier l'insurrection par la défense des minorités exclues et la faillite de l'État central.

Cette étude postule que la communication n'est plus un simple instrument d'accompagnement de la guerre (« communication de guerre »), mais un champ de bataille autonome (« guerre de communication ») capable de modifier le cours des événements militaires et diplomatiques.

La question centrale qui guide notre réflexion est la suivante : comment l'État congolais et l'AFC/M23 mobilisent-ils les stratégies discursives pour légitimer leur action et délégitimer l'adversaire dans le contexte

actuel de guerre (2022-2025) ? Pour y répondre, nous analyserons d'abord le contexte et le cadre théorique de cette guerre informationnelle. Ensuite, nous décrypterons les stratégies discursives spécifiques de chaque camp, appuyées par des données quantitatives et qualitatives. Enfin, nous évaluerons l'incidence de cet affrontement narratif sur la cohésion nationale et le processus de paix.

I. CONTEXTE GÉNÉRAL, GRILLE DE LECTURE ET PRODUCTION DES DONNÉES

1.1. Contexte général : le Kivu, terre de paradoxes

Le Grand-Kivu (Nord et Sud-Kivu), frontalier du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, est une région charnière. Sa richesse naturelle (coltan, or, cassitérite) contraste avec une précarité sociale extrême et une fragilité institutionnelle chronique.

Sur le plan sécuritaire, la résurgence du M23 en 2021-2022, après sa défaite en 2013, a marqué un tournant. Soutenu, selon les rapports de l'ONU, par le Rwanda, ce mouvement dispose d'une puissance de feu conventionnelle.

Cependant, la guerre actuelle se distingue par l'usage intensif des réseaux sociaux (X, WhatsApp, Telegram) qui permettent une diffusion instantanée de la propagande, court-circuitant les canaux traditionnels de l'État.

1.2. Grille de lecture

Cette étude s'appuie sur une grille de lecture stratégique considérant la communication de guerre comme un instrument de puissance, de légitimation et de délégitimation politique. La démarche s'inspire de la théorie des actes de langage de John Austin et de John SEARLE selon laquelle tout énoncé politique vise à produire un effet concret dans le réel, convaincre, mobiliser ou influencer la perception collective. Ainsi, la communication officielle sur la guerre contre l'AFC/M23 n'est pas une transmission rudimentaire d'informations, mais un acte performatif destiné à modeler les émotions et les attitudes de la population congolaise. Dans la même logique, l'analyse emprunte à la théorie de la communication stratégique de Patrick Charaudeau selon laquelle tout discours politique repose sur une mise en théâtre de la légitimité. Le pouvoir congolais construit sa narration autour de trois axes discursifs dont la victimisation nationale, la désignation de l'ennemi extérieur (le Rwanda et ses alliés) et la valorisation du patriotisme comme moyen de résistance collective. Cette approche permet de comprendre que la communication n'est pas neutre, mais elle participe à la construction du sens et à la stabilisation de l'ordre politique en période de crise. [1]

Des observations effectuées à Goma et Bukavu de 2023 à 2024 ont montré que la population suit davantage les informations via WhatsApp, YouTube, Facebook… que par les médias publics. Ces canaux non régulés deviennent des arènes où s'opposent les rumeurs, les vidéos de combats, les témoignages de civils et les contre-discours officiels.

Ce phénomène traduit la désinstitutionalisation de la communication publique : les citoyens consomment des récits fragmentés de sources vérifiées. Cette mutation médiatique fragilise la souveraineté informationnelle de l'État et favorise la manipulation par les acteurs politico-militaires.

Pour finir, la grille de lecture inclut la perspective cognitive de la guerre de l'information où les acteurs politiques cherchent à influencer les perceptions plutôt que les faits. Dans le cas congolais, cette guerre cognitive se manifeste à travers les campagnes médiatiques, les communiqués officiels et les discours présidentiels qui visent à façonner la réalité sociale en faveur de l'État congolais et à maintenir la confiance du public.

1.3. Production des données

L'approche exploitée dans le cadre de cette recherche est exclusivement qualitative et analytique. Elle s'appuie sur la théorie des actes de langage (Austin, Searle), considérant que dire, c'est faire. Le corpus analysé comprend :

- les communiqués officiels du gouvernement de la RDC et des FARDC.
- les déclarations des porte-paroles de l'AFC/M23 et leurs publications sur les réseaux sociaux.
- les rapports d'experts (ONU, HRW) et la couverture médiatique (presse locale et internationale). La période d'étude s'étend de la résurgence du M23 (fin 2021/début 2022) jusqu'au premier trimestre 2025.

II. CONCEPTS DE BASE DE L'ÉTUDE

L'analyse des stratégies discursives de l'État congolais face à l'AFC/M23 repose sur un ensemble de concepts fondamentaux permettant de comprendre les dynamiques de communication en contexte de guerre.

[1] SEARLE, J.R., *Les actes de langage : essai de philosophie du langage*, Paris, L'Harmattan, 1979, pp. 31-33.

Quelques concepts sont ici particulièrement pertinents : la guerre de communication, les stratégies discursives, l'État congolais, l'AFC/M23, le Grand-Kivu et l'opinion publique.

- *Guerre de communication* renvoie à l'ensemble des actions informationnelles, discursives et médiatiques menées par des acteurs étatiques ou non-étatiques dans le but d'influencer les perceptions, les représentations et les comportements du public. Elle se situe au croisement de la guerre psychologique et celle d'influence mobilisant des techniques de propagande, de désinformation ou de contre-discours pour imposer un récit dominant. Selon Philippe Baumard, « la guerre de communication consiste à structurer la perception de l'adversaire et du public par la manipulation ou la mise en scène de l'information.[2] En RDC, cette guerre de communication se manifeste particulièrement dans le conflit opposant l'État congolais au mouvement armé AFC/M23, chacun cherchant à légitimer sa position sur la scène nationale et internationale. L'information devient ainsi un champ de bataille où s'affrontent les récits officiels et les contrediscours rebelles.
- *Communication des guerres* renvoie à la mise en théâtre des conflits dans l'espace public par le biais des médias, des discours politiques et des outils numériques. Elle sert à justifier les actions, construire la mémoire du conflit et influencer les perceptions locales et internationales. Dans le cas de la RDC, la communication des guerres consiste à transformer un affrontement militaire en un récit national de défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. L'État congolais cherche à démontrer sa capacité à protéger le pays contre l'agression, tandis que l'AFC/M23 déploie une contre-narration cherchant à légitimer sa lutte.[3] Cette bataille de récits montre que la communication devient une « arme douce » (soft power) dont l'efficacité dépend de la cohérence des messages, de la rapidité de diffusion et de la crédibilité des sources.
- *Stratégies discursives* désignent l'ensemble des procédés linguistiques, rhétoriques et symboliques mobilisés pour construire un sens, orienter l'interprétation des événements et influencer la réception des messages. Michel Foucault les lie à l'exercice du pouvoir estimant que « le discours est non seulement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi et par quoi, on lutte ».[4] Dans le contexte congolais, l'État utilise des stratégies discursives pour légitimer son action militaire et diplomatique contre l'AFC/M23 à travers des communiqués, des déclarations présidentielles ou des messages numériques qui visent à maintenir la cohésion nationale et la crédibilité internationale.
- *État congolais* se définit comme l'ensemble des institutions politiques, administratives et juridiques exerçant la souveraineté sur le territoire national de la RDC. Il repose sur la constitution du 18 février 2006 qui consacre la séparation des pouvoirs, la souveraineté nationale et la défense de l'intégrité territoriale.[5] Sur le plan de la communication politique, l'État congolais tente de se présenter comme le garant de la sécurité, de la légalité et de la cohésion nationale. Cependant, son discours est souvent fragilisé par la faiblesse de la gouvernance, les divisions internes et les influences extérieures dans la région du Kivu.
- *Alliance du Fleuve Congo* (*AFC*), coalition associée au mouvement rebelle *Mouvement du 23 mars* (M23), est un groupe armé actif principalement dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Le M23 est né des frustrations issues de l'accord du 23 mars 2009 entre le gouvernement congolais et les ex-rebelles du CNDP. Il s'est reformé en 2021 sous une nouvelle appellation, l'Alliance du Fleuve Congo/M23, pour revendiquer une meilleure représentation politique et dénoncer les manquements de l'État. Dans la guerre de communication, l'AFC/M23 utilise les réseaux sociaux et les médias régionaux pour justifier sa lutte, se présenter comme un mouvement de libération et délégitimer le discours officiel de Kinshasa.[6]
- *Le Kivu* regroupe les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu situées à l'Est de la RDC. Cette région est à la fois un espace stratégique, économique et géopolitique, mais aussi le cœur des tensions armées depuis plus de deux décennies. Le Grand-Kivu est marqué par la présence de nombreux groupes armés, la porosité des frontières et les rivalités ethniques. Sur le plan communicationnel, cette région est un espace où se confrontent les discours de l'État congolais, des rébellions locales et des acteurs régionaux notamment le Rwanda et l'Ouganda qui utilisent la communication comme l'outil d'influence.[7]
- *Opinion publique* désigne la perception collective, les jugements et les croyances exprimées par les citoyens à l'égard d'événement ou d'une action publique. Elle se construit à travers les médias, les réseaux sociaux et les interactions sociales. Jürgen HABERMAS la définit comme « l'espace de discussion et de critique où

[2] BAUMARD, P., *Stratégie et surveillance des environnements concurrentiels*, Paris, Dunod, 1991, p. 112.
[3] BAUDRILLARD, J., *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991, p. 28.
[4] FOUCAULT, M., *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, p. 15.
[5] CONSTITUTION DE LA RDC, 18 février 2006, art. 1 à 5.
[6] STEARNS, J., *Op.cit*, p.28.
[7] REYNTJENS, F., *Gouvernance et insécurité dans les Grands Lacs africains*, Paris, Karthala, 2022, p. 214.

se forme la volonté politique ».[8] Dans la guerre de communication entre l'État congolais et l'AFC/M23, l'opinion publique nationale et internationale devient un enjeu majeur. Elle peut en effet renforcer la légitimité de l'un ou l'autre camp selon la maîtrise du discours et la crédibilité des informations diffusées.

III. ANATOMIE DE LA GUERRE DE COMMUNICATION : ACTEURS ET CANAUX

3.1. Les acteurs clés du champ communicationnel

Deux pôles antagonistes structurent l'espace discursif :

- le pôle étatique : il comprend le ministère de la Communication et Médias (porte-parole du gouvernement), la présidence de la République et le service de communication des FARDC. Leur légitimité repose sur la Constitution et le mandat électif ;
- le Pôle Insurgé (AFC/M23) : Il est composé d'une branche politique (porte-paroles du mouvement) et d'une nébuleuse numérique (cyber-activistes, comptes anonymes, diaspora). Leur légitimité repose sur une revendication de représentativité communautaire et de résistance.

3.2. Hybridation des canaux et supports

La guerre se joue sur une pluralité de plateformes, créant un écosystème complexe :

- Médias Traditionnels (RTNC, Radio Okapi) : Ils restent les vecteurs privilégiés de l'État pour toucher la masse et officialiser le discours ;
- Réseaux sociaux (X/Twitter, WhatsApp, TikTok) : ils sont le terrain de prédilection de la rébellion et de la rumeur. L'AFC/M23 y diffuse des vidéos de combats, des images de "libération" et des contre-narratifs en temps réel, profitant de la viralité pour saturer l'espace ;
- Médias internationaux (RFI, BBC, TV5) : ils servent de caisse de résonance diplomatique. Chaque camp tente d'y placer ses éléments de langage pour influencer la communauté internationale.

IV. ANALYSE DES STRATÉGIES DISCURSIVES

L'analyse comparative des discours révèle deux stratégies distinctes, adaptées aux atouts et faiblesses de chaque camp.

4.1. L'État Congolais : La Stratégie de la Souveraineté et de l'Internationalisation

L'État congolais construit sa narration autour de trois piliers majeurs :

- la Dénonciation de l'Agression (Victimisation d'État) : le discours officiel insiste systématiquement sur le caractère exogène du conflit. Le M23 n'est présenté que comme un "supplétif" (*proxy*) du Rwanda. L'objectif est de transformer une rébellion interne en un conflit interétatique pour activer les mécanismes de droit international (sanctions, condamnations) ;
- la Mobilisation Patriotique : à travers des slogans comme « *Bendele Ekweya Te* » (Le drapeau ne tombera pas) ou « *Défendons la Patrie* », l'État cherche à souder la nation derrière les FARDC. Le discours est vertical, solennel et appel à l'unité sacrée ;
- la Gestion Humanitaire : en mettant en avant les souffrances des déplacés (camps de Goma), le gouvernement occupe le terrain moral, qualifiant les rebelles de "terroristes" responsables d'une catastrophe humanitaire.

Données quantitatives – communication étatique (estimation 2023-2024)

Indicateur	**Données / Observation**
Message central	Souveraineté, Agression rwandaise, Sanctions
Canaux dominants	RTNC (TV d'État), Communiqués officiels, Twitter officiel
Cible prioritaire	Chancelleries occidentales, ONU, Opinion nationale urbaine
Fréquence	Réactive (pics lors des crises majeures)
Tonalité	Juridique, Institutionnelle, Accusatrice

[8] HABERMAS, J., L'espace public, Paris, Payot, 1978, p.45.

La force de cette stratégie réside dans sa capacité à mobiliser la diplomatie (hausse des condamnations internationales). Sa faiblesse est sa lourdeur et parfois son décalage avec la réalité du terrain vécue par les populations rurales.

4.2. L'AFC/M23 : La Stratégie de la Proximité et de la Victimisation Communautaire

La rébellion déploie une communication asymétrique, agile et émotionnelle :

- le Narratif de la Protection : L'AFC/M23 justifie son existence par la menace existentielle pesant sur les Tutsis congolais (menace des FDLR). Ils se posent en "bouclier" face à un État accusé de complicité avec les génocidaires ;
- la Preuve par l'Image (Tactique du Fait Accompli) : Contrairement à l'État qui communique par texte, le M23 communique par l'image vidéo. Ils diffusent quasi-instantanément des images de leurs troupes dans les localités conquises, distribuant de l'eau ou soignant des civils, pour construire une image d'administration efficace et disciplinée ;
- la Critique de la Gouvernance : En s'alliant à l'AFC (Alliance du Fleuve Congo), le M23 tente d'élargir son spectre discursif. Il ne parle plus seulement de revendications ethniques, mais de "libération nationale" contre la corruption et la mauvaise gouvernance de Kinshasa, espérant ainsi rallier d'autres mécontents.

Données quantitatives – communication AFC/M23 (estimation 2023-2024)

Indicateur	**Données / Observation**
Message central	Protection des minorités, Faillite de l'État, Victoires militaires
Canaux dominants	X (Twitter), Telegram, WhatsApp, YouTube
Cible prioritaire	Populations locales, Diaspora, Jeunesse désœuvrée
Fréquence	Continue, intensive, virale
Tonalité	Émotionnelle, Démonstrative, Revendicative

Cette stratégie est redoutable localement car elle comble le vide informationnel. La supériorité numérique de la rébellion (rapidité, émotion) compense son déficit de légitimité légale.

V. ANALYSE COMPARATIVE : LE CHOC DES LOGIQUES

La confrontation de ces deux stratégies révèle des déséquilibres structurels majeurs.

Tableau comparatif des stratégies

Critère	**État Congolais**	**AFC / M23**
Source de Légitimité	Constitutionnelle, Électorale, Internationale	Communautaire, Militaire (Force), Historique
Temporalité	Temps long (Diplomatie, Procédures)	Temps court (Instantaneité, Buzz, Viralité)
Contenu	Texte, Droit, Principes	Image, Émotion, Terrain
Réactivité	Faible (36h à 72h après l'événement)	Forte (Moins de 6h après l'événement)
Point fort	Crédibilité institutionnelle	Proximité émotionnelle
Point faible	Contradictions internes (Kakistocratie communicationnelle)	Manque de reconnaissance internationale

Le public assiste à un décalage permanent. L'AFC/M23 impose souvent le premier récit (celui de la victoire militaire ou de la bavure FARDC) grâce à la rapidité des réseaux sociaux. L'État se retrouve en position de « correcteur » ou de « démenteur », ce qui est toujours une position communicationnelle défensive et plus faible. L'État gagne souvent la bataille du droit (à New York ou Addis-Abeba), tandis que la rébellion marque des points dans la bataille des esprits au niveau local.

VI. INCIDENCES DE LA GUERRE DE COMMUNICATION

Cette bataille discursive n'est pas virtuelle ; elle produit des effets concrets et souvent délétères sur la situation globale.

La guerre des mots exacerbe les fractures. La rhétorique de l'AFC/M23, focalisée sur la victimisation d'une communauté spécifique, et la rhétorique parfois maladroite de certains acteurs proches du pouvoir (« infiltrés », « traîtres »), attisent la méfiance intercommunautaire. La communication devient un facteur de fragmentation sociale plutôt que de ciment national.

La radicalisation des discours rend le compromis politique coûteux.

- l'État, ayant qualifié le M23 de « terroristes » (terme juridique et moral fort), se lie les mains : comment justifier ensuite une négociation avec des terroristes ?
- le M23, ayant qualifié le gouvernement de « génocidaire » ou d'incompétent, radicalise sa base contre toute solution n'impliquant pas un renversement de l'ordre établi. La guerre de communication fige les positions et transforme les tables de négociations (Nairobi, Luanda) en simples tribunes de propagande.

La saturation d'informations contradictoires (fake news, deepfakes, propagande) crée une fatigue diplomatique. La communauté internationale, bombardée de versions opposées sur chaque incident (massacre de Kishishe par exemple), tend parfois à renvoyer les deux parties dos à dos, ou à retarder les interventions sous prétexte d'attendre des enquêtes neutres, ce qui profite généralement au statu quo militaire.

CONCLUSION

Au terme de cette étude axée sur les stratégies discursives de l'État congolais face à l'AFC/M23, les résultats démontrent que la communication est devenue le centre de gravité du conflit à l'Est de la RDC. En réponse à cette question centrale, il apparaît que l'État congolais mobilise une stratégie de légitimation institutionnelle et d'internationalisation, cherchant à isoler diplomatiquement l'adversaire en le criminalisant. À l'inverse, l'AFC/M23 déploie une stratégie de subversion et de proximité, utilisant la viralité numérique pour contester le monopole étatique de la violence légitime et se poser en alternative protectrice.

Cependant, cette guerre de communication présente un risque majeur : celui de l'autonomie du discours par rapport à la réalité. À force de communiquer pour gagner l'opinion, les acteurs risquent de s'enfermer dans des récits qui rendent la paix impossible.

Pour l'État congolais, le défi n'est pas seulement de mieux communiquer, mais de réduire l'écart entre le discours (souveraineté, protection) et la réalité (insécurité, absence de services). Tant que ce fossé persistera, la rhétorique habile de l'AFC/M23 trouvera un écho dans les zones abandonnées de la République. La meilleure communication de guerre restera toujours la victoire de la paix, de la justice et du développement concret sur le terrain.

BIBLIOGRAPHIE

- AUTESSERRE, S., *Le mal congolais : violences locales et échecs de la paix internationale*, Paris, Éditions du CNRS, 2012.
- BAUDRILLARD, J., *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991.
- BAUMARD, P., *Stratégie et surveillance des environnements concurrentiels*, Paris, Dunod, 1991.
- CHARAUDEAU, P., *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2005.
- FOUCAULT, M., *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.
- GOUVERNEMENT DE LA RDC, *Livre blanc sur l'agression rwandaise*, Kinshasa, 2022.
- HABERMAS, J., *L'espace public*, Paris, Payot, 1978.
- KABAMBA, C., *L'État, la guerre et la communication stratégique en Afrique des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, 2023.
- KANKONDE, F., *Propagande et désinformation : étude du M23 et du discours officiel en RDC*, Kinshasa, Éditions académiques, 2022.
- KUBUYA, M., *La communication politique en situation de crise en RDC : étude du discours gouvernemental sur le M23*, Kinshasa, PUZ, 2024.
- MUKENDI, J.-P., *Communication politique et conflits armés en Afrique centrale*, Kinshasa, L'Harmattan-RDC, 2023.
- RAPPORTS DU GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES SUR LA RDC, New York, 2022-2024.
- TREFON, T., *Réformer le Congo : mission impossible ?*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

